

COMMUNE DE DOMMARTIN-LA-MONTAGNE

Dérivation et protection des eaux captées aux Sources Lavaux et du Fayet

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTES CONJOINTES D'UTILITÉ PUBLIQUE ET PARCELLAIRE

À la demande de la commune de DOMMARTIN-LA-MONTAGNE, le Préfet de la Meuse a prescrit, par arrêté n° 2023-745 du 22 mars 2023, l'ouverture conjointe :

- d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique pour la dérivation et protection des eaux captées aux Sources Lavaux et du Fayet,
- et d'une enquête parcellaire en vue de déterminer exactement les terrains à soumettre aux servitudes de protection.

Ces enquêtes conjointes se dérouleront **du mardi 30 mai 2023 au mercredi 14 juin 2023 (fin des enquêtes à 18 heures)**, soit 16 jours consécutifs, en mairie de DOMMARTIN-LA-MONTAGNE.

Monsieur Serge BROGGINI, désigné en qualité de commissaire enquêteur, conduira ces enquêtes.

Pendant toute leur durée, les personnes intéressées pourront consigner, aux jours et horaires habituels d'ouverture des mairies, leurs observations sur les registres d'enquêtes ouverts à cet effet ou les adresser par courrier à la Mairie de DOMMARTIN-LA-MONTAGNE, 6 rue Basse – 55160 DOMMARTIN-LA-MONTAGNE, à l'attention du commissaire enquêteur.

Pour recevoir directement les observations et propositions, le commissaire enquêteur tiendra les permanences suivantes à la mairie de DOMMARTIN-LA-MONTAGNE, les :

- **mardi 30 mai 2023 de 10h00 à 12h00,**
- **samedi 3 juin 2023 de 10h00 à 12h00,**
- **mercredi 14 juin 2023 de 16h00 à 18h00 (fin des enquêtes).**

Notification individuelle du dépôt du dossier d'enquête parcellaire sera adressée, sous pli recommandé avec accusé de réception, aux propriétaires des immeubles compris dans les périmètres de protections immédiates et rapprochées et périmètres disjoints.

En cas de domicile inconnu, la notification sera faite, en double copie, au maire qui la fera afficher et, le cas échéant, aux locataires et preneurs à bail rural. Les propriétaires auxquels la notification aura été faite seront tenus de fournir les indications relatives à leur identité telles qu'elles sont énumérées au 1^{er} alinéa de l'article 6 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière ou, à défaut, de donner tout renseignement en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels.

À l'issue de ces enquêtes, le commissaire enquêteur transmettra, dans un délai d'un mois, au préfet de la Meuse ainsi qu'au président du tribunal administratif de Nancy, ses rapports, conclusions et avis.

Ces documents seront ensuite tenus, pendant un an, à la disposition du public en mairie de DOMMARTIN-LA-MONTAGNE. Ils pourront également être communiqués à toute personne qui en fera la demande écrite au préfet de la Meuse.